

Introduction

"Que peut-on donner à chacun de plus durable et de plus utile dans la vie ? C'est la raison d'agir et la motivation de l'acte. Raymond Ravenel, Président de l'AFDET de 1902 à 1906, lors de la célébration du centenaire de l'association à Lyon en novembre 1902, valoriser et développer la formation professionnelle, au centre des réflexions de ses adhérents et de leurs actions. L'histoire de l'AFDET est indissociable de celle de l'enseignement technique. La date de création et l'objectif recherché révèlent l'esprit novateur et l'engagement des fondateurs. 1902, c'est une époque où se développent deux courants classiques, plus littéraire que scientifique, et où il peut paraître surprenant de vouloir promouvoir un enseignement qui en est encore à ses balbutiements. Cette période correspond aussi aux débuts de la querelle qui oppose l'administration du ministère de l'Instruction publique d'une part et celle du ministère du Commerce d'autre part, querelle ouverte depuis 1887. Le ministère du Commerce soutenu par les responsables de certains milieux économiques estime que la réponse donnée par le ministère de l'Instruction publique est inadéquate aux exigences des milieux de la production et des échanges commerciaux. Dans ce contexte, l'AFDET se propose d'amener la France au rang des pays étrangers les plus avancés, pour la formation des ouvriers professionnels, tels que l'Angleterre, l'Allemagne, l'Autriche ou la Suisse et de contribuer à la dotation d'un instrument de formation structurée qui n'exclurait pas le bagage général mais le donnerait comme base et comme complément des connaissances professionnelles. Avec des moyens modestes, l'AFDET a permis de créer un enseignement technique qui a permis de former des professionnels qualifiés et de contribuer à la prospérité de la France.

Regards sur l'Angleterre et sur l'Allemagne

De nombreux articles insistent sur l'efficacité de l'enseignement technique allemand et sur la maîtrise des langues vivantes qui favorise le développement des maisons de commerce allemandes au détriment des maisons de commerce anglaises ou françaises. En Angleterre, ce sont les municipalités qui organisent l'enseignement professionnel. N'ayant pas toujours les compétences nécessaires, elles se sont tournées vers une association, l'Institut de la Cité et des Guildes de Londres. L'Institut élabore les programmes et les rénove par l'intermédiaire de Comités consultatifs dont font partie les syndicats professionnels. Les professeurs sont contrôlés ainsi que les élèves qui sont soumis à des examens constituant un type de comparaison reconnu dans tout le Royaume-Uni. Un article³⁶ rédigé par Gustave Dron, député, maire de Tourcoing et Edmond Labbé, inspecteur général de l'Enseignement technique présente une étude approfondie sur les cours de perfectionnement professionnel en Allemagne. La scolarité obligatoire s'arrête à 14 ans. Les jeunes qui ne continuent pas leurs études et qui entrent directement comme apprentis dans l'industrie ou comme employés dans le commerce suivent des cours obligatoires pour les garçons. Ces cours donnent le complément d'instruction professionnelle nécessaire pour faciliter l'apprentissage du métier. Patrons et ouvriers acceptent cette organisation qui profite aux deux parties. "Plus l'ouvrier se instruit et plus il pensera en travaillant, plus il produira sans risques pour matériel mis à sa disposition et plus enfin il gagnera d'argent et en fin gagnera à son patron". Un certain nombre d'obligations pour les parents, patrons et les apprentis sont prévus et leur non-respect est passible d'amende et même de prison si le fautif n'est pas employable. Les cours sont avant tout professionnels et sont divisés en trois par

L'enseignement technique, outil de promotion sociale pour les jeunes

Dans la revue d'Avril 1999, Jacques Bodineau, directeur de la formation à l'ENSET, signe un article dans lequel il rappelle le rôle joué par l'enseignement technique pour permettre la promotion sociale et professionnelle de nombreux jeunes. Mais aujourd'hui, constate-t-il, l'image que les gens ont de l'enseignement technique reste celle d'un enseignement manuel alors que la majorité des formations qui sont offertes sont plus ouvertes qu'on ne le croit aux nouvelles technologies et plus aptes à offrir des débouchés professionnels que bien des voies générales aux débouchés incertains. En 1998, plus de 600000 diplômes professionnels (CAP et BEP, bacs pro, brevets de technicien, BTS et DUT) ont été délivrés. Il constate qu'au cours des 15 dernières années, de profonds changements ont marqué cet enseignement : suppression du palier d'orientation vers le CAP 3 ans à la fin de la 5^{ème}, rénovation du contenu des CAP et BEP, création du baccalauréat professionnel, ouverture de tous les diplômes par la voie de l'apprentissage. "L'éducation n'est plus un levier pour changer la vie, elle est une obligation pour trouver un emploi". On assigne désormais au système éducatif d'anticiper sur les besoins futurs en prenant appui sur les travaux conduits par le Bureau d'information et de prévisions économiques (BIPE). Ainsi le baccalauréat professionnel doit correspondre à un profil valorisé d'ouvrier technicien. Le développement des nouvelles technologies milite pour l'ouverture de l'école sur l'environnement économique. Mais cette

Un embryon d'organisation piloté par le ministère du Commerce et de l'Industrie

Depuis le décret du 19 mars 1870, il existe un Conseil supérieur de l'Enseignement Technique. Il a pour rôle principal d'étudier la répartition des subventions publiques aux établissements et d'en assurer l'inspection. Ce conseil est le premier organe administratif exclusivement consacré à cet enseignement. Il est complètement réorganisé en 1901 et comprend cinq membres de droit, 43 membres nommés par le ministre¹⁴, 12 membres élus par les diverses catégories d'établissements scolaires rattachés au ministère du Commerce et de l'Industrie. Le Conseil supérieur choisit ses vice-présidents, et élit 12 de ses membres qui, joints à 5 membres de droit, forment sa commission permanente.

En 1887, est constitué un bureau du personnel de l'Enseignement Technique au ministère du Commerce et de l'Industrie. Pour assurer le suivi des établissements, un décret du 17 mars 1888, dans son article 33, traite de l'inspection : "tous les établissements publics placés sous le régime de la loi du 11 décembre 1880¹⁵ et du présent règlement sont soumis pour tout ce qui concerne l'enseignement industriel et commercial à une inspection spéciale, dans les conditions à déterminer par un arrêté pris par le ministre du Commerce, après entente avec le ministre de l'Instruction publique". Ainsi apparaît à l'annuaire national du ministère du commerce, en 1888, l'inspection régionale de l'Enseignement technique. Elle comprend 11 circonscriptions dont les premiers titulaires sont 7 ingénieurs, 2 entrepreneurs, un maître de forges et un carrossier. En même temps est créée

¹⁴ Des représentants de municipalités, de Bourses du Travail, de syndicats ouvriers et nationaux des industriels et des commerçants.

Chapitre VIII La création du Comité national des CET, section nationale de l'AFDET

A plusieurs reprises il a été fait référence aux conseillers de l'enseignement technique qui ont remplacé les inspecteurs départementaux en 1946. Les Présidents successifs insistent régulièrement dans leurs interventions sur leur dynamisme et l'efficacité de leurs actions. En effet, ils ont beaucoup apporté à l'association et ont servi d'interface entre l'entreprise et l'école.

La création des conseillers de l'enseignement technique en mars 1946

Avant la seconde guerre mondiale, c'est parmi les industriels, les artisans, les commerçants en activité ou retraités que sont recrutés les inspecteurs départementaux de l'enseignement technique. Ce sont des bénévoles qui acceptent de donner de leur temps en allant dans les établissements, en inspectant les professeurs, en donnant des conseils pour les équipements et en participant à l'évaluation des élèves ; ils siègent également dans les comités locaux ou départementaux de l'enseignement technique créés en 1911. Après le vote de la loi Astier en juillet 1919, leur mission s'étend aux cours professionnels qu'ils ont également la charge d'inspecter et dont ils président les jurys d'examens pour la délivrance des CAP. Pendant toute cette période, ils contribuent efficacement à la construction de l'enseignement technique. Suspendus en 1939, ils sont supprimés en 1946 lorsqu'un décret crée un corps d'inspecteurs fonctionnaires chargés du suivi des établissements techniques et des inspections du personnel. Dans le même temps est constitué un corps de bénévoles, les conseillers de l'enseignement technique pour servir de lien entre l'école et le monde

Pour une coordination des différents ministères formateurs

Dans le même numéro, Hippolyte Luc, directeur général de l'enseignement technique, s'exprime sur l'enseignement technique à la française. S'il fonction de son orientation, il émet le vœu que chaque ministère consulte le Conseil national économique à qui incombe la mission de maintenir la cohérence dans tout domaine de l'économie nationale. Ainsi les ministères pourraient consulter ce Conseil chaque fois qu'ils auraient à traiter d'un problème concernant l'enseignement technique. On éviterait ainsi les doubles emplois, les concurrences inutiles et l'on pourrait définir une unité de vue et d'action. Selon lui, l'entrée de l'enseignement technique au sein de l'Education nationale lui a assuré un meilleur recrutement en quantité et en qualité. "On ne nous envoie plus systématiquement les élèves qui n'ont montré d'aptitudes marquées pour aucune autre forme de culture, en vertu d'une sélection purement négative les considérant comme propres à l'enseignement professionnel". "un Etat qui n'envisage pas sérieusement l'avenir de la jeunesse, est un Etat qui se condamne lui-même quel qu'il ait été son passé". Mais l'AFDET est partagée sur cette organisation. C'est le maintien de la dispersion des formations entre différents ministères va à l'encontre d'une de ses demandes récurrentes. Nombreux sont encore ceux qui continuent à espérer un ministère unique traitant des problèmes de formation professionnelle dans son ensemble. En revanche, contrairement à la volonté des responsables du Front populaire qui veulent constituer un

